

« Europe des batteries » :
Une annonce
qui tombe pile

l'étincelle*

Guerre pour le Trône,
épisodes à révélations...
C'est « Game of
Ghosn » !

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 7 mai 2019

Fausses attaques, vraies urgences

« A la Pitié-Salpêtrière, on a attaqué un hôpital » a déclaré Christophe Castaner, le ministre de l'Intérieur, après que le 1^{er} mai des manifestants ont cherché refuge dans l'enceinte de cet hôpital pour fuir les charges de la police et les nuages de lacrymogène qui noyaient les rues environnantes.

Castagneurs de manifestants

Malgré la stupidité d'un tel mensonge, démenti par tous les témoignages dès les heures suivant la déclaration ministérielle, le gouvernement s'acharne à dénoncer une « intrusion violente ». Une thèse qui vise à monter la population contre les manifestants, alors que les « vidéos édifiantes » évoquées comme preuve par Martin Hirsch, le patron des hôpitaux de Paris, montrent des manifestants désarmés, poursuivis à moto et frappés de la rue jusqu'aux pieds des bâtiments de l'hôpital.

La casse de l'hôpital

Quant au « sanctuaire » que représenterait l'hôpital public pour Agnès Buzyn, la ministre de la Santé, il faut remarquer qu'il est sérieusement malmené par elle. Les fermetures d'hôpitaux ou de services se multiplient depuis des années en raison des politiques d'austérité, en dégradant constamment la qualité des soins dispensés. Au point qu'une patiente a pu mourir au mois de décembre dernier dans le service d'urgences de l'hôpital de Lariboisière en raison du sous-effectif chronique.

Le personnel des urgences dénonce justement cette situation et a initié une grève depuis le milieu du mois d'avril dans de nombreux hôpitaux de la France entière, une réalité que la ministre choisit d'ignorer... jusqu'à faire retirer les banderoles des grévistes de la Pitié-Salpêtrière lors de son intervention devant les caméras pour dénoncer des attaques imaginaires !

Et dès samedi dernier, ce sont les Gilets Jaunes, les prétendus « casseurs », qui ont pris l'initiative d'une manifestation faisant le tour des hôpitaux parisiens en scandant « Du fric pour l'hôpital public », chaleureusement accueillis par le personnel

massé aux fenêtres, alors que les entrées étaient barricadées par les directeurs apeurés.

Attaques gouvernementales

Car les manifestations se poursuivent. Le gouvernement se console chaque samedi en mettant en avant une mobilisation en baisse. Un phénomène inévitable au bout de six mois de mobilisation constante... et de répression croissante. Mais malgré des milliers de condamnés, de blessés, et des dizaines de mutilés, le mouvement des Gilets jaunes non seulement se maintient, s'organise, mais il occupe désormais une place centrale dans le pays, créant une brèche dans laquelle pourraient s'engouffrer tous ceux qui veulent combattre la politique patronale de Macron.

La prime « Gilet Jaune » versée dans l'urgence au mois de décembre, comme la récente promesse de réduction de l'impôt sur le revenu, sont autant de preuves de la force de cette mobilisation qui bouscule nos gouvernants. Et la manifestation du 1^{er} mai dernier a été la plus importante en nombre depuis des années et, de loin, la plus dynamique.

Mais ces concessions n'empêchent pas Macron de poursuivre sa politique au service des plus riches. Ses annonces censées clôturer le « grand débat » montrent clairement qu'il entend « garder le cap » (augmentation de la durée de cotisation retraite, baisse de l'impôt sur les bénéficiaires des sociétés et des dépenses publiques...), le tout assaisonné de déclarations inspirées des thèmes nauséabonds de l'extrême-droite sur l'immigration et l'islam.

La plupart des Gilets jaunes ne se trompent pas sur ces fausses promesses et ces vraies menaces. Nous avons toutes les raisons de ne pas en être dupes non plus.

Impôts aux roses

L'impôt à la source devait faciliter la vie. Sauf quand on découvre qu'il faut ajouter des « *revenus exceptionnels* » perçus en 2018 (comme l'intéressement non versé sur le PEG) à ses revenus de 2019. Au risque d'avoir une hausse d'impôt ! Les primes de performance individuelle sont-elles concernées ? Silence de Renault ou des Finances publiques. Encore un effet pervers des primes. Il y a moins de mauvaise surprise avec les augmentations de salaire.

Des payes mises au cloud

A partir de mai, Renault va « *dématérialiser* » les bulletins de paie. Finies les fiches de paie distribuées dans les services et l'occasion de parler salaire entre collègues. Celles-ci seront mises à disposition dans un « *coffre-fort électronique* ». Il s'agirait de faire un « *geste pour l'environnement* » en réduisant sa consommation de papier. Comme si les serveurs et les réseaux informatiques n'étaient pas gourmands en ressources naturelles ! Cela permet surtout à Renault de faire des économies. Prochaine étape : la dématérialisation des postes de travail...

Marché de dupes

Après les records des années précédentes, le groupe Renault vient d'annoncer une baisse de ses ventes au 1^{er} trimestre 2019, dans un marché globalement en baisse. Renault maintient ses objectifs d'un chiffre d'affaire en hausse en 2019, inspiré sans doute par la tendance d'un marché mondial globalement à la hausse : 66 millions de véhicules vendus dans le monde en 2005, 97 millions en 2017... Oubliée la crise financière de 2008 qui avait entraîné une baisse des ventes. Jusqu'à la prochaine crise ?

Euroseptique

Alors qu'Elior a emporté l'appel d'offres pour la restauration des sites Renault en France, Renault proclame en grande pompe une « *augmentation de la part patronale cantine d'1 € supplémentaire par repas et par personne* ». On ne connaît pas le montant total de cette part patronale, ni si cet euro n'est qu'une partie des économies réalisées par cet appel d'offres. On est juste prévenu que cet euro n'entraînera pas de baisse des prix. Il a « *pour objectif d'améliorer la qualité* ». De quoi être sceptique.

Comme par Mazards...

Selon le cabinet Mazars, en charge d'un audit interne, Ghosn aurait fait payer à RNBV (la filiale néerlandaise Renault-Nissan) 10,9 millions d'euros de dépenses personnelles : voyages, fêtes somptueuses, bijoux de luxe, rémunération de l'avocat chargé de son divorce (890 000 €)... Cette fois, ce n'est ni Nissan ni la justice japonaise qui l'affirme. Ghosn victime d'un complot, vraiment ?

Dépistage du licenciement abusif

Suite à des tests salivaires, un salarié de Vestalia qui travaille au bâtiment Logistique a été mis à pied. Vestalia l'accuse d'avoir fumé du cannabis et le menace de licenciement. Or les tests salivaires sont entachés d'irrégularités et rien ne prouve qu'il y ait eu consommation de drogue au travail (le test peut être positif plusieurs heures après). Une quarantaine de salariés de Vestalia, choqués par cet acharnement, ont accompagné leur collègue à son entretien disciplinaire. A force de vouloir trop sanctionner, Vestalia pourrait mettre le feu aux poudres...

Les joueurs de batterie

Les ministres français et allemand de l'économie, Bruno Lemaire et Peter Altmaier, et le commissaire européen à l'énergie ont annoncé la création d'un consortium européen de production de batteries pour voitures électriques. Pour l'instant, les membres de ce consortium ne sont toujours pas connus et l'« Europe des batteries » se limiterait, dans un premier temps, à un site de production de cellules de batteries de 200 salariés. On se souvient aussi du projet d'usine de batteries à Renault Flins qui a fait long feu. Une telle annonce est surtout censée rabibocher les électeurs avec l'Union Européenne, à la veille des élections. On est loin de l'électrochoc.

Deux de tension

Les constructeurs n'ont pas l'air de partager l'enthousiasme de Bruno Lemaire pour l'« Europe des batteries ». PSA, malgré ses milliards de bénéfices, soumet sa participation au versement de subventions publiques (1,2 milliard d'euros promis, dont 700 millions pour l'État français). Et Renault ne s'est pas prononcé publiquement. Sa direction crie pourtant partout que l'avenir est au véhicule électrique, même s'il n'est toujours pas démontré que l'électrique soit plus propre que le thermique. Qu'importe, la question pour les capitalistes reste toujours : combien ça rapporte à court terme ?

Une fusion en or

Renault aurait mandaté une banque d'affaires pour proposer une fusion à Nissan, qui l'aurait refusé. Ce n'est pas la première fois que des rumeurs de fusion circulent. Déjà en 2015, Macron, alors ministre de l'économie, pressait Ghosn, accusé de favoriser Nissan, de mettre en œuvre cette fusion. Comme à chaque rumeur de fusion, le cours de l'action Renault a fait un bond. Selon le journal les Echos, la structure actuelle de l'Alliance entraînerait une décote de l'action de 20 %. D'où la pression des marchés financiers (et de Macron) pour une fusion. On est loin de l'intérêt des salariés de Renault et de Nissan.